

Objet **[INTERNET] Enquête publique extension de la  
carrière VICAT à Montagnole**



De [REDACTED]  
À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>  
Date 28/10/2022 22:54

A l'intention du commissaire enquêteur

Merci de prendre en compte mes remarques suivantes dans le cadre de l'enquête publique puisque les horaires de présence en mairie ne sont pas compatibles avec mes disponibilités compte tenu de mon activité professionnelle.

L'autorisation administrative d'extension de la carrière tel que mentionné dans le projet devrait être soumise :

- à la mise en fonction préalable du convoyeur à bande dans les 2 sens (à la montée pour les remblais, à la descente pour les granulats) avec comme objectif de diminuer la circulation des camions-bennes par rapport au trafic actuel notamment sur la route des championnats du monde
- à une étude d'impact et une participation financière de l'exploitant de la carrière à l'entretien/renforcement/ réparation des routes d'accès peu adaptées à la circulation de poids lourds et dont la maintenance ne doit pas reposer que sur le contribuable si la dégradation accélérée est le fait d'activité privée.
- vérification régulière, inopinée et par des organismes indépendants du niveau d'exposition des riverains aux nuisances :
  - sonores notamment lors des tirs de mine
  - taux de poussières et particules fines
- vérification régulière, inopinée et par des organismes indépendants des « matériaux inertes » utilisées pour le remblayage
- compensation matérielle (ou financière) mais transparente et chiffrée et régulièrement réévaluées pour les habitants de la commune de Montagnole pour la dégradation de leur qualité de vie : bruits, poussières, trafic routier, nuisance visuelle, réduction de la valeurs des biens immobiliers et terrains:
  - financement par l'exploitant d'aménagement environnementaux en dehors de la carrière (reboisement, entretien des sentiers, panneau solaire...), de loisirs notamment pour les jeunes (terrain de jeux, skate Park, parcours de santé, ...) , de transport scolaire digne de ce nom jusqu'à Chambéry, réfection de la salle des fêtes et agrandissement de l'école attendu depuis des années et remis en cause par ... le coût et la pénurie des matériaux de construction !
- une contrainte d'arrêt ou de limitation de l'exploitation
  - en cas de restriction d'eau en période de sécheresse
  - en cas de restriction électrique (activité non essentielle)
  - en cas de non respect des engagements (notamment si le convoyeur sous terrain n'était pas mis en service, de pollution du ruisseau du Vard, de bruits ou poussière supérieur aux normes (mesure par organisme indépendant), de remblais polluants, ...
- mise en place de points régulier d'information (une fois par an minimum) entre l'exploitant et les riverains au moment d'un conseil municipal ouvert au public par exemple sur les avancées des travaux d'exploitation et de remblaiement avec question/réponse entre l'exploitant et les habitants
- étude d'impact et éventuel re localisation d'espèce protégée tel que les crapauds et les chauve souris
- démantèlement de la cheminée à l'issue de l'exploitation
- autorisation de 30 années soumise à des points d'étape tout les 5 ans avec concertation des riverains et pas seulement de la mairie

Bien cordialement

[REDACTED]  
[REDACTED]

